

Au Journal officiel du 9 au 15 février 2019

18/02/2019

Au Journal officiel du 9 au 15 février 2019

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 9 février 2018 :

- Décret n° 2019-82 du 7 février 2019 **modifiant le Code de justice administrative (partie réglementaire)** . – *Modification du Code de justice administrative* ;
- Arrêté du 5 février 2019 **pris en application des articles 2, 3 et 4 du décret n° 2019-66 du 1er février 2019 relatif à l'expérimentation du « pass Culture »** .

Au JO du 10 février 2018 :

- Décret n° 2019-86 du 8 février 2019 **relatif aux instituts régionaux d'administration** . – *Modification de plusieurs textes non codifiés* ;

Au JO du 12 février 2018 :

- Arrêté du 29 janvier 2019 **fixant le modèle de déclaration sur l'honneur mentionnée à l'article 1er du décret n° 2018-1250 du 26 décembre 2018 relatif à la délivrance d'une attestation de résidence par les autorités diplomatiques et consulaires pour les demandes de remplacement du titre du permis de conduire français présentées par les Français établis hors de France** ;
- Arrêté du 4 février 2019 **fixant la liste des fournisseurs d'un bien ou d'un service qui communiquent à l'administration les informations permettant de vérifier le domicile déclaré lors d'une demande de carte nationale d'identité, de passeport ou de certificat d'immatriculation d'un véhicule** .

Au JO du 13 février 2018 :

- Décret n° 2019-88 du 11 février 2019 **fixant les conditions de ressources pour le bénéfice du crédit d'impôt pour la transition énergétique au titre des coûts de dépose de cuve à fioul et de pose d'équipements de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire utilisant des énergies renouvelables** . – *Modification du Code général des impôts*.

Au JO du 14 février 2018 :

- Ordonnance n° 2019-96 du 13 février 2019 **relative à la préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne en matière de sécurité ferroviaire dans le tunnel sous la Manche** . – *Modification du Code des transports* ;
- Décret n° 2019-92 du 12 février 2019 **relatif à la composition et au fonctionnement de la commission des accords de retraite et de prévoyance mentionnée à l'article L. 911-3 du Code de la sécurité sociale** . – *Modification du Code de la sécurité sociale et abrogation du décret du 15 juin 1959* ;
- Arrêté du 6 février 2019 **modifiant l'arrêté du 9 juin 2016 relatif au registre unique prévu à l'article L. 512-1 du Code des assurances et à l'article L. 546-1 du Code monétaire et financier** . – *Modification de l'arrêté du 9 juin 2016* ;

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision n° 401681 et autres du 30 janvier 2019 du Conseil d'État statuant au contentieux sur la légalité du décret n° 2016-660 du 20 mai 2016 relatif à la justice prud'homale et au traitement judiciaire du contentieux du travail (NOR : JUSC1509239D)** :

« La seconde phrase de l'article R. 1454-13 du code du travail , dans sa rédaction résultant du décret no 2016-660 du 20 mai 2016 , est annulée.

Extrait des motifs : Quant à la légalité de l'article 14 du décret attaqué :

.....
37. (...) comme le relève en défense le ministre de la justice, (...) l'article R. 1454-17 [du code du travail] vise de manière erronée l'article R. 1454-14, lequel est relatif aux mesures provisoires que peut prendre le bureau de conciliation et d'orientation. Il ne fait pas de doute que le pouvoir réglementaire a entendu viser dans cette disposition les cas, prévus aux articles R. 1454-12 et R. 1454-13, de non-comparution d'une des parties devant le bureau de conciliation et d'orientation. Au demeurant, l'article 3 du décret du 10 mai 2017 portant diverses dispositions procédurales relatives aux juridictions du travail, en vigueur depuis le 12 mai 2017, a corrigé cette erreur matérielle. 38. En l'absence de doute sur la portée du 6° de l'article 14 du décret attaqué, il y a lieu pour le Conseil d'Etat, afin de donner le meilleur effet à sa décision, non pas d'annuler les dispositions erronées de cet article, mais de conférer aux dispositions insérées au code du travail leur exacte portée et de prévoir que le texte ainsi rétabli sera rendu opposable par des mesures de publicité appropriées, en rectifiant l'erreur matérielle commise et en prévoyant la publication au Journal officiel d'un extrait de sa décision.
.....

Extrait du dispositif : L'article R. 1454-17 du code du travail , dans sa rédaction résultant du décret no 2016-660 du 20 mai 2016 , s'entend comme visant les articles R. 1454-12 et R. 1454-13 du code du travail et non les articles R. 1454-13 et R. 1454-14 de ce code. »

Au JO du 14 février 2018 :

- Décret n° 2019-97 du 13 février 2019 **pris pour l'application de l'article L. 342-2 du Code de l'énergie** . – *Modification du Code de l'énergie* ;
- Décret n° 2019-98 du 13 février 2019 modifiant les **dispositions réglementaires du Code de procédure pénale relatives au régime disciplinaire des personnes détenues** . – *Modification du Code de procédure pénale. – Ce texte entre en vigueur le 15 mars 2019 (cf. art. 20)* ;
- Décret n° 2019-99 du 13 février 2019 relatif aux **concours d'accès à l'École nationale de la magistrature** . – *Modification du décret n° 72-355 du 4 mai 1972. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière à compter des concours d'accès à l'École nationale de la magistrature organisés en 2020 (cf. art. 10)* ;
- Décret n° 2019-100 du 13 février 2019 portant **publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo prorogeant l'effet d'une clause de l'accord du 25 octobre 2007 relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement** , signées à Brazzaville le 26 septembre 2018. – *Prorogation de l'effet d'une clause de l'accord du 25 octobre 2007 publié par le décret n° 2009-946 du 29 juillet 2009* ;
- Décret n° 2019-101 du 13 février 2019 relatif aux **prix des produits relevant du monopole pharmaceutique pratiqués par les annexes d'officines implantées dans les aéroports** ;
- Décret n° 2019-102 du 13 février 2019 relatif au **budget annexe mentionné à l'article L. 1432-5 du Code de la santé publique et au fonds d'intervention régional** . – *Modification du Code de la santé publique* ;

- Arrêté du 12 février 2019 modifiant l'arrêté du 7 avril 2011 relatif au **respect de l'anonymat de certains fonctionnaires de police et militaires de la gendarmerie nationale** . – *Modification de l'arrêté du 7 avril 2011.*

La Rédaction législation

© LexisNexis SA